African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Endettement public extérieur et croissance économique au Cameroun : une analyse empirique à partir de l'approche ARDL et du modèle à correction d'erreur

External public debt and economic growth in Cameroon: an empirical analysis using ARDL approach and ECM.

Auteur 1 : DONGHO WAMBA TEJIO Willi Verlaine.
Auteur 2 : DAZOUE DONGUE Guy Paulin.
Auteur 3 : TAKOULAC KAMTA Marcel.
Auteur 4 : DJOUFOUET Wulli Faustin.

DONGHO WAMBA TEJIO Willi Verlaine (chargé de cours, PhD in Economics)
Université de Bamenda / Higher Intitute of Commerce and Management - Cameroun

DAZOUE DONGUE Guy Paulin (chargé de cours, PhD in Economics)
Université de Maroua / Faculté des Sciences Economiques et de Gestion – Cameroun

TAKOULAC KAMTA Marcel (chargé de cours, PhD in Economics)
Université de Bamenda / Higher Intitute of Commerce and Management – Cameroun

DJOUFOUET Wulli Faustin (chargé de cours, PhD in Finance)
Université de Bamenda / Higher Intitute of Commerce and Management – Cameroun

Déclaration de divulgation : **L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.**

Conflit d'intérêts : **Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.**

Pour citer cet article : **DONGHO .W T W V, DAZOUE .D G P, TAKOULAC .K M & DJOUFOUET .W F (2026) «Endettement public extérieur et croissance économique au Cameroun : une analyse empirique à partir de l'approche ARDL et du modèle à correction d'erreur», African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 035.**

DOI : 10.5281/zenodo.24603684.
Copyright © 2026 – ASJ

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Résumé : Nous examinons dans cette étude le lien qui existe entre l'endettement public extérieur et la croissance économique au Cameroun sur la période 1980-2023. Sur le plan méthodologique, nous faisons recours à l'approche ARDL et au modèle à correction d'erreur. Nos résultats indiquent que la dette publique extérieure a un effet positif et significatif sur la croissance du pays aussi bien à court terme qu'à long terme. Le service de dette quant à lui influence négativement et significativement la croissance économique. Nous trouvons également qu'à court et long terme, le taux de croissance de la population, le développement financier et l'inflation influencent positivement la croissance économique sur la période d'étude. Par contre, les dépenses publiques, le capital humain et la variation des termes de l'échange exercent une influence négative et significative sur la croissance économique. En guise de recommandations, nous préconisons à l'Etat du Cameroun d'avoir une bonne maîtrise de sa dette et à faire davantage recours à un endettement extérieur prioritairement consacré au développement des infrastructures à fort potentiel industriel ou redirigé vers des investissements productifs porteurs de croissance. Aussi, il devrait veiller à emprunter à l'extérieur à des taux non exorbitants afin d'assurer au mieux le remboursement de son service de la dette. Par ailleurs, il doit continuer à miser sur sa population en majorité jeune, favoriser le développement du secteur financier et notamment du financement bancaire et maîtriser l'inflation. De plus, il doit s'atteler à maîtriser ses dépenses publiques par la diminution de son train de vie et l'instauration d'une rigueur en matière de gestion budgétaire, ainsi qu'à accroître ses dépenses dans le secteur de l'éducation. Enfin, le pays doit penser à diversifier son économie et ses sources de recettes propres, afin de résister au mieux aux chocs notamment externes auxquels il pourrait être confronté à l'avenir.

Mots clés : dette publique extérieure, croissance économique, ARDL, Cameroun.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Abstract: This study focuses on the influence of external public debt on economic growth in Cameroon over the period 1980-2023 using the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) approach and the error correction model. The results indicate that external public debt has a positive and significant effect on economic growth in both the short and long run. Conversely, debt servicing has a significant negative effect on economic growth. The findings also reveal that population growth, financial development and inflation have positive effect on economic growth. In contrast, public expenditure, human capital and changes in the terms of trade exert a negative and significant effects on economic growth. Based on these findings, the study recommends that the Government strengthen its debt management strategy by ensuring stricter control over public debt and improving the allocation of borrowed resources. In particular, external borrowing should be directed mainly towards infrastructure development and productive investments with high growth potential. Furthermore, the government should also seek to secure external loans at reasonable interest rates to ensure the sustainability of debt repayment. This study also recommends continued investment in financial sector development while maintaining price stability. Additionally, government should rationalize public investment by reducing unnecessary spending and strengthening fiscal discipline, while increasing investment in education. Finally, Cameroon should diversify its economy and broaden its revenues in view to enhance its resilience to future economic shocks, particularly those arising from external sources.

Key Words: External public debt, Economic growth, ARDL, Cameroon.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, plusieurs pays sur le plan mondial ont été affectés par de multiples crises qui ont gravement affectées leurs économies. Parmi celles-ci, nous pouvons évoquer la crise financière de 2008, la crise économique de 2014 due à la chute des cours des produits de base à l'instar du pétrole, la crise sanitaire mondiale de 2019 due à la pandémie de la COVID-19 ayant conduit à la contraction de l'activité économique globale ou encore la guerre russo-ukrainienne et le tout récent conflit entre les Etats-Unis et l'Iran qui ont bouleversés l'économie mondiale et renforcer les déséquilibres macroéconomiques et les inégalités. Ces différentes situations ont conduit à la baisse du régime mondiale de croissance, à la raréfaction de l'épargne, des ressources financières et des investissements ainsi qu'à la réduction des recettes budgétaires.

Le Cameroun, pays en développement d'Afrique centrale n'a pas été épargné par ces crises qui ont durement impactées son économie. A titre illustratif, concernant la croissance économique, celle-ci a connu une chute de son taux de croissance du produit intérieur brut de près de 5,45 points soit environ -94,45 % entre 2014 et 2020 (voir annexe 1).

En effet, entre ces deux dates, ce taux est passé de 5,77 % à 0,26 % (Banque Mondiale – WDI, [1]2024). Ces chiffres traduisent la forte contraction de l'activité productive et économique à laquelle a été confronté le pays depuis quelques années. Toutefois, entre 2021 et 2023 l'on peut noter qu'il y'a eu une légère remontée de la croissance du pays.

Afin de faire face à cette situation, de favoriser la relance économique tout en continuant à créer les conditions d'une croissance inclusive et d'un développement économique durable, le gouvernement a accentué le recours à la dette extérieure provenant des partenaires et bailleurs de fonds aussi bien bilatéraux que multilatéraux. A titre d'exemple, le FMI a approuvé au mois de mai 2020 un décaissement de 226 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR[2]) en

[1] WDI signifie World Development Indicators. C'est une base de données élaborée par la Banque Mondiale.
[2] Selon le FMI, la facilité de crédit rapide (FCR) est un outil permettant d'apporter rapidement une aide financière concessionnelle assortie d'une conditionnalité limitée aux pays à faible revenu qui font face à un problème urgent et immédiat lié à leur balance des paiements.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

faveur du Cameroun afin d'aider le pays à réagir face aux besoins urgents de financement de sa balance des paiements provoqués par la pandémie de la COVID-19 et aux chocs sur les termes de l'échange dus à la chute brutale des cours du pétrole (FMI, 2020). L'accès à ce financement, a permis aux autorités camerounaises de renforcer les mesures visant à limiter la propagation du virus, d'accroître les dépenses de santé et de renforcer le dispositif de protection sociale et de soutien économique au bénéfice des entreprises et des ménages durement touchés par cette crise sanitaire d'envergure mondiale.

Mais, lorsqu'on s'intéresse de manière globale à l'endettement public extérieur du Cameroun ainsi qu'au service de cette dette, l'on réalise qu'ils ont fortement progressés ces dernières années. Concernant l'encours de la dette publique extérieure totale du pays, l'on peut constater à l'observation des données contenus en annexes 2 et 3 qu'entre 2010 et 2023 il a fortement augmenté passant de 2,16 milliards de dollars à 12,03 milliards de dollars soit environ un accroissement de son niveau de 456,94 % entre ces deux dates (Banque Mondiale - WDI, 2024). Par ailleurs, la dette publique extérieure du Cameroun a constitué en moyenne plus de 70 % de la totalité de la dette extérieure du pays. En 2023 elle a représenté 78.61 % de la dette extérieure totale du pays. S'agissant du service de la dette publique extérieure, il est passé de 149,12 millions de dollars en 2010 à 1,41 milliards de dollars en 2023 soit une augmentation totale de 849,66 % entre ces deux périodes. L'interrogation qui émane de ces faits stylisés est celle de savoir pourquoi malgré l'accroissement régulier du niveau de sa dette publique extérieure, le Cameroun peine encore à avoir une croissance économique qui soit forte, durable et inclusive susceptible de favoriser le développement et la réduction de la pauvreté.

L'étude de la relation entre la dette publique extérieure et la croissance économique a toujours fait l'objet de nombreux débats et travaux scientifiques. Tout d'abord, l'importance du recours à l'endettement par l'Etat en cas de difficulté financière trouve sa justification à travers la conception keynésienne qui soutient l'idée du recours à l'emprunt par les pays chaque fois qu'ils sont en situation de crise et de déficit budgétaire afin de trouver les ressources financières qui leur font défaut.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

D'après la théorie du surendettement, le recours à l'endettement par les Etats devient parfois excessif lorsque les déficits budgétaires s'accroissent en permanence (Benedict et al. 2005). Par ailleurs, selon la façon dont la dette est utilisée et évolue, elle peut influer positivement ou négativement sur la croissance économique.

Par la suite, le principe de l'équivalence ricardienne évoque le fait que pour pouvoir honorer ses engagements en termes de remboursement de la dette, les gouvernements augmentent très souvent les impôts (Barro, 1974, 1989). Enfin, d'après la théorie du poids de la dette – *debt overhang* de Krugman (1988) et Sachs (1989) lorsque la dette continue de s'accroître jusqu'à atteindre des seuils très élevés, elle devient trop lourde et peut à ce titre concourir à freiner la consommation, les investissements et la croissance.

Faisant suite à ces regards théoriques et contextuels à partir des faits stylisés, l'objectif de cette étude consiste à analyser empiriquement l'effet que l'endettement public extérieur exerce sur la croissance économique au Cameroun. En traitant de cette question, nous contribuons au persistant débat portant sur la relation entre ces deux phénomènes économiques dans le contexte des pays en développement.

A la suite de la phase introductive de cette étude, nous abordons la revue de la littérature liée à la relation entre la dette publique extérieure et la croissance économique (1). Ensuite, nous présentons le cadre méthodologique adopté (2), les résultats de l'analyse empirique et leur interprétation (3). Enfin, nous clôturons ce travail par une conclusion.

1. REVUE DE LA LITTERATURE

1.1. Revue théorique de la littérature

De nombreuses théories ont été élaborées en rapport avec le lien entre la dette publique et la croissance économique. A la base, deux grandes conceptions s'opposent sur la question de l'importance de l'endettement publique vis-à-vis de la croissance.

La première approche dite keynésienne est favorable à toute intervention de l'Etat en période de crise ou lorsque cela s'avère nécessaire. Celle-ci met en avant l'idée selon laquelle l'accroissement

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

de la dette publique pour faire face à l'importance des dépenses publiques et des déficits budgétaires est susceptible de favoriser la croissance économique. Cet impact se fait à travers une amélioration des revenus des ménages favorisée par la baisse des prélèvements fiscaux, l'accroissement des dépenses de consommation de courte durée et l'augmentation de la production. Cette perception est critiquée par les classiques qui considèrent que même si cette approche peut être valable à court terme, elle le serait moins à moyen et à long terme.

La seconde conception est celle mise en avant par les classiques et qualifiée autrement de théorie du surendettement. Les tenants de cette approche théorique de la dette pensent qu'avec le temps, le renforcement des déficits budgétaires conduit à un recours excessif à la dette publique et notamment à un endettement extérieur qui en devenant insoutenable est à même d'influer négativement sur l'activité et la croissance économiques. D'après cette théorie, l'incidence négative de la dette publique sur la croissance économique est rendu possible par l'élévation du service de la dette (augmentation des intérêts dus au remboursement de la dette) et l'augmentation des taux d'intérêt de long terme. Dans un tel contexte, la pression fiscale est renforcée, les revenus et l'épargne diminuent de même que les investissements productifs et par voie de conséquence la croissance économique. Pour Benedict et al. (2005) le surendettement ralenti la croissance parce qu'il accroît l'incertitude des agents économiques et notamment des investisseurs inquiets quant aux mesures de discipline budgétaire que l'Etat est susceptible de mettre en place dans l'optique de faire face aux exigences liées au service de la dette extérieure qu'il doit assurer. Selon la théorie de l'équivalence ricardienne développée par Barro (1974, 1989), lorsque l'Etat finance les dépenses publiques en creusant le déficit budgétaire par le recours à l'endettement, la principale action qu'il entreprend afin d'honorer ses engagements en matière de remboursement de la dette, c'est l'augmentation des impôts. Et dans ces conditions, l'accentuation du recours à l'endettement extérieur peut affecter négativement l'activité économique. Les classiques militent donc en faveur de l'existence d'un effet neutre sinon mitigé de la dette publique sur la croissance économique.

Loupias et al. (1997) ont quant eux aussi une vision nuancée à propos de l'endettement. Pour ces auteurs, la théorie du surendettement met en évidence l'importance du rôle joué par le financement extérieur et notamment par la dette publique dans le processus de croissance économique. D'après ces derniers, la dette publique peut être bénéfique à plusieurs égards. Elle permet selon cet auteur

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

de réduire la suraccumulation du capital, de faire face aux insuffisances de liquidité auxquelles sont confrontés des agents ou encore de favoriser le développement des capacités d'intermédiation financière au sein des économies. A l'inverse selon les mêmes auteurs, l'endettement public est également susceptible d'influer négativement sur une économie lorsqu'il devient insoutenable et c'est le principal reproche qui lui est souvent fait.

Dans une autre perspective, Ono et Uchida (2018) trouvent que parmi les deux modes de financement des dépenses publiques et des déficits budgétaires de l'Etat à savoir le financement par endettement public et le financement par les impôts ou taxes, le premier a tendance à avoir un impact faible sur le taux de croissance comparé au second. Ils pensent aussi qu'une forte politique d'endettement créée des contraintes notamment en termes de remboursement aussi bien pour les générations présentes que futures.

Au-delà de ces théories phares, d'autres théories de la dette ont été élaborées. Parmi celles-ci on note la théorie du poids de la dette et la théorie du cycle de la dette.

La théorie du cycle de la dette met en exergue le fait que la dette d'un pays suit une certaine évolution. D'après Avramovic (1964) à l'origine de cette théorie, la dette évolue selon trois phases distinctes. Dans la première phase, l'insuffisance de l'épargne locale et des ressources financières internes conduit l'Etat à contracter un emprunt extérieur pour faire face en partie aux besoins de financement des agents économiques et des projets d'investissements mais aussi pour assurer le service de la dette. Dans la seconde phase, malgré le poids encore important de la dette et de son service, la tendance est inversée à savoir que l'épargne intérieur s'accroît et favorise le financement des investissements. Enfin, dans la dernière phase, la dette décline, ce qui favorise l'augmentation de l'épargne intérieur et de l'investissement. Par cette analyse, cet auteur montre que selon l'évolution de la dette, les investissements et la croissance économique peuvent en être positivement ou négativement impactés.

Enfin, la théorie du poids de la dette (*debt overhang*) met en exergue le fait qu'à partir d'un certain seuil, la dette et surtout celle externe devenu trop lourde, décourage la consommation, l'investissement et la croissance économique. C'est Krugman (1988) et Sachs (1989) qui furent à l'origine de cette approche théorique de la dette qui révèle que l'endettement extérieur est

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

bénéfique pour la croissance économique jusqu'à ce qu'à un niveau extrême, celui-ci devient néfaste pour l'économie. A ce seuil, le fardeau de la dette fait que le pays débiteur à un moment donné, n'est plus capable de satisfaire ses engagements en termes de remboursement. Allant dans le même sens, Carton (2013) trouve qu'une dette trop élevée tue la croissance économique. Pour lui, lorsque le poids de la dette augmente plus vite que la croissance économique, cette dernière ne peut être que peu équilibrée. Aussi, à un certain seuil d'endettement, il faut penser au désendettement qui doit s'effectuer d'une manière maîtrisée afin d'éviter tout effet néfaste sur la croissance. C'est dans cette logique que certains Etats sollicitent et bénéficient souvent des allégements de leurs dettes de la part de leurs plus grands créanciers bilatéraux et/ou multilatéraux. Par exemple dans le cas du Mexique, Oks et Van Wijnbergen (1995) trouvent qu'après les crises de la dette que le Mexique a connu dans les années 1970 et 1980, ce pays a bénéficié d'un allégement du poids et du service de sa dette de la part de ses créanciers à la faveur du Club de Londres. Pour ces auteurs, le financement de la relance et de la croissance économiques du Mexique faisant suite à cet allégement a été facilité par le renforcement des transferts de capitaux étrangers dans le pays.

Ayant menés une analyse dans le même sens, Arai et al. (2018) mettent en exergue le fait que lorsque l'endettement public devient insoutenable il faut penser à le plafonner. Toutefois, pour eux, si le respect de ce plafonnement de la dette pourrait certes contribuer à diminuer son effet négatif sur la croissance, il pourrait aussi affecter le bien-être entre les générations. Pour Le Cacheux et Vasseur (1985) la question de l'endettement est une préoccupation importante pour les pays et leurs responsables politiques. Ils considèrent que la dette extérieure serait le fruit potentiel de comportements optimaux d'épargne et d'investissement. C'est la raison pour laquelle ils lui confèrent un caractère efficient et perpétuel. Ils évoquent également le fait que chaque pays, selon l'importance de ses besoins de financement et des déficits budgétaires, recours ou non à la dette et est donc susceptible d'être surendetté ou peu endetté.

1.2.Revue empirique de la littérature

Sur le plan empirique, il existe de nombreux travaux qui se sont intéressés à l'étude du lien entre la dette publique extérieure et la croissance économique. Certaines de ces études sont parvenues à

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

la conclusion qu'il existe un effet positif de la dette publique sur la croissance économique tandis que d'autres sont plutôt arrivées à la conclusion inverse. Plusieurs autres analyses empiriques se sont penchées sur la question de la non-linéarité et du seuil de la dette dans sa relation avec la croissance économique.

1.2.1. Effet positif de la dette extérieure sur la croissance économique

Mahmud et Shahida (2012) ont examiné l'influence de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Bangladesh sur la période 1974-2010. Utilisant le modèle ARDL et le mécanisme ECM, il trouve qu'à long terme le stock de la dette publique extérieure à l'inverse du service de cette dette influence positivement la croissance économique. Et à court terme, seul l'impact du service de la dette extérieure est négatif et celui du stock de la dette n'a pas d'effet significatif.

Dans le cas du Togo, Kpemoua (2016) analyse ce lien sur la période 1971-2014 et utilise un modèle log-quadratique et l'approche autorégressive à retards échelonnés (ARDL). Il trouve que dans ce pays, il existe une corrélation positive et significative à long terme entre l'endettement extérieur et la croissance économique.

Zouirchi et al. (2023) quant à eux utilisent le modèle VAR sur la période 1984-2021 et trouvent que la dette publique extérieure affecte positivement la croissance au Maroc.

1.2.2. Effet négatif ou mitigé de la dette extérieure sur la croissance économique

Pattillo et al. (2004) ont mené une étude visant à trouver les canaux par lesquels la dette externe affecte la croissance économique. Ils montrent que l'effet négatif d'une dette trop élevée sur la croissance transite par l'incidence négative qu'elle exerce sur l'accumulation du capital physique et la croissance de la productivité des facteurs.

Abdelhafidh (2014) s'est penché sur l'examen de ce lien en Tunisie sur la période 1970-2010. Pour ce faire, il utilise l'approche méthodologique ARDL (approche autorégressive à retards échelonnés). Il parvient au résultat selon lequel la dette extérieure publique a un effet négatif sur la croissance de ce pays aussi bien à long terme qu'à court terme.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Mudayen et al. (2025) par application des régressions quantiles sur un panel de 127 pays développés sur la période 2012-2019, parviennent au résultat que la dette publique n'encourage pas la croissance économique. Otieno et Dániel (2025) dans leur étude pour un groupe de pays avancés, émergents et à faible revenus, parviennent aussi au résultat que la dette publique extérieure affecte négativement la croissance économique.

Bal et Rath (2014), par l'usage du modèle ARDL (autoregressive distributed lag) parvient au résultat selon lequel en Inde entre 1980 et 2010, il existe une relation négative et significative de long terme entre la dette publique et la croissance économique. En utilisant également le modèle à correction d'erreur (ECM), ils notent qu'à court terme, l'endettement du gouvernement central (interne et externe) affecte positivement mais non significativement la croissance économique de ce pays. Quant au service le service de la dette, il affecte négativement la croissance économique au premier retard.

Dans son étude portant sur la période d'étude 2006-2013, Ben Ltaief (2014) utilisent un échantillon de 35 pays dont certains appartiennent à la zone euro, à l'union européenne et d'autres sont des pays avancés. Cet échantillon a été divisé en deux groupes et distingué par leurs ratios d'endettement public. Par l'usage d'un modèle de données de panel dynamique et la méthode des moments généralisés (MMG), il parvient à deux résultats majeurs. Tout d'abord, il trouve pour l'échantillon total et celui des pays très endettés, que la dette publique affecte négativement la croissance économique. Cela serait dû à l'alourdissement de la dette au-delà des limites établies à travers le traité de Maastricht. Mais à l'inverse, cet impact apparaît être positif pour le groupe de pays ayant une plus grande maîtrise de leurs ratios d'endettement.

Doğan et Bilgili (2014) pour leur part, se sont intéressés à l'effet non linéaire de la dette publique sur la croissance économique en Turquie sur la période 1974-2009. Par l'usage du modèle de Changement de régime de Markov, ils parviennent à la conclusion qu'il existe un impact négatif de l'endettement extérieur sur la croissance dans ce pays d'Europe.

Considérant des pays d'Afrique Subsaharienne, le modèle ARDL en panel et les méthodes d'estimations y relatives, Edo et al. (2019) arrivent au résultat qu'à long terme, la dette extérieure

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

influe négativement sur la croissance économique. Mais à court terme, cet impact est positif mais non significatif.

Ouguehi et Yanoe (2024) ont aussi fait usage du modèle ECM et sont parvenus au résultat que la dette publique extérieure a un effet négatif sur la croissance économique en République Centrafricaine aussi bien à court qu'à long terme et ce sur la période 1970-2021.

Dans le cas du Maroc, Oumansour et Chkiriba (2019) évalue le lien entre la dette publique externe et la croissance économique sur la période 1988-2016 en utilisant la méthode d'estimation ARDL. D'après ses résultats, la dette publique extérieure exerce un effet négatif et significatif sur la croissance dans ce pays maghrébin. Amu et al. (2025) se sont intéressés à l'effet de la dette publique externe et interne au Nigéria sur la période 1981-2022. Comme autres variables ils considèrent les investissements directs étrangers, l'ouverture commerciale, l'urbanisation et les dépenses gouvernementales. Ces auteurs sont parvenus au résultat que la dette publique en général et extérieure en particulier influe négativement sur la croissance économique et le développement au Nigéria.

Ngcobo et al. (2023) ont utilisés l'approche bayésienne pour s'intéresser à la relation dynamique entre la dette publique extérieure et la croissance économique dans certains pays nouvellement démocratisés d'Afrique (Afrique du Sud et Namibie) et d'Europe (Allemagne et Ukraine) sur la période 1990-2022. Ils trouvent que la ce lien est négatif.

Qureshi et Laqiat (2019) se basant sur des données d'un échantillon de 123 pays couvrant la période 1990-2015 et par l'usage du modèle PVAR (panel vector autoregression), ils découvrent que la dette externe totale ainsi que la dette publique externe affectent négativement la croissance économique.

Pour un échantillon de 54 pays africain couvrant la période 2000-2016 et par l'usage d'un modèle de panel statique et des méthodes correspondantes, Whajah et al. (2019) parvient au résultat suivant lequel la dette publique influence négativement la croissance économique.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

1.2.3. Effet non linéaire de la dette extérieure sur la croissance économique

Pattillo et al. (2002), ont réalisé une étude visant à évaluer l'effet non linéaire de la dette publique externe sur la croissance économique pour un panel de données de 93 pays couvrant la période 1969-1998. D'après leurs résultats, la dette extérieure impactent positivement la croissance économique jusqu'à un certain seuil. Dans ce sens, ils trouvent que le doublement du ratio de la dette extérieure réduit la croissance du PIB par habitant. Plus précisément, ils montrent que l'impact de la dette vis-à-vis de la croissance économique devient négatif au seuil de 160 à 170 % des exportations ou 35 à 40 % du PIB.

Clements et al. (2003) pour leur part, considèrent un échantillon de 55 pays à faible revenus sur la période 1970-1999 et utilisent la méthode GMM et les effets fixes. Ils parviennent également à des résultats qui suggèrent que la dette est bénéfique pour la croissance économique jusqu'à un certain seuil. Celui-ci est fixé à hauteur de 30 à 37 % du PIB ou entre 115 et 120 % des exportations.

Ben Ali et Zidi (2013) considérant les données des économies de la région MENA sur la période 1990-2010, trouvent qu'il existe une relation non linéaire entre la dette extérieure et la croissance à savoir qu'il y'a un seuil au-delà duquel la croissance devient négative. Ils utilisent un modèle de panel à effets fixes pour les estimations et arrivent aussi à la conclusion qu'un accroissement du service de la dette a un effet négatif sur la croissance économique dans cet espace.

Avom et al. (2015) ont évalué l'impact de la dette extérieure sur les investissements et la croissance économique des pays de la CEMAC entre 1985-2010. Ils utilisent un modèle de données de panel statique et la méthode des moindres carrés généralisés (MCG) pour les estimations. Comme variable expliquée ils considèrent le taux de croissance du PIB par habitant. La variable explicative principale est l'encours de la dette extérieure exprimé en pourcentage du PIB. Parmi les autres variables explicatives, on trouve le taux d'investissement, l'ouverture commerciale, l'aide publique au développement, le taux de croissance de la population, le revenu national brut par habitant, le service de la dette, les termes de l'échange, le taux d'inflation, etc. Ils sont arrivés au résultat selon lequel dans cette sous-région, l'endettement extérieur exerce un impact négatif sur l'investissement et la croissance économique et ce à partir d'un certain seuil.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Ntita et al. (2019) analysent l'effet de la dette publique extérieur sur la croissance économique en République Démocratique du Congo entre 1981 et 2015. Après prise en compte du modèle à correction d'erreur (ECM) et de la méthode des MCO, ils aboutissent au résultat mettant en exergue l'existence d'une relation non linéaire entre cette dette publique et la croissance. Ils trouvent également qu'il existe un seuil (22,5 % du PIB) au-delà duquel cet effet devient négatif entre ces deux phénomènes.

Azghour et Oumansour (2023) ont eux aussi mené une étude utilisant la méthode de panel dynamique pour un échantillon de 20 pays développés et en développement sur la période 1998-2019. Leurs résultats montrent que l'endettement public affecte négativement la croissance économique d'une façon non linéaire (concave) à partir d'un seuil de 129.01% pour les pays ayant un fort taux d'endettement et de 24.07% pour les pays ayant un taux d'endettement faible.

Elkhalfi et al. (2024) se sont également intéressés à ce lien pour un échantillon d'économies émergentes sur la période 1990-2022. Par l'usage du modèle de panel à effets fixes, ils parviennent au résultat selon lequel la relation entre dette extérieure et croissance économique est non linéaire. Ainsi à la base, le stock de la dette externe stimule la croissance économique. Mais à un certain seuil, l'accumulation du stock de la dette l'affecte négativement.

Karadam (2018) dans son étude utilise un échantillon de 135 pays composé de 24 pays développés et 111 pays en développement et emploie un modèle de panel ainsi que la méthode d'estimation PSTR (panel smooth transition regression framework). Pour l'ensemble des pays, il trouve que l'effet de la dette publique sur la croissance économique varie du positif vers le négatif et ce en fonction du niveau d'endettement. Il existe donc d'après son étude, une relation non linéaire et un effet de seuil entre ces deux notions. Il trouve par exemple que l'effet seuil de la dette est plus faible pour les pays en développement que celui des pays avancés. C'est dans cette logique qu'il trouve que malgré des niveaux faibles d'endettement souvent constatés dans de tels pays, ceux-ci peuvent gravement affecter la croissance économique.

Au terme de la revue de littérature et des résultats des travaux empiriques antérieures mobilisées dans ce cadre, nous émettons l'hypothèse centrale que la dette publique extérieure influe négativement sur la croissance économique.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

2. METHODOLOGIE

Dans cette étude, pour l'analyse empirique du lien entre la dette publique extérieur et la croissance économique au Cameroun, nous implémentons le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL). Nous employons ce dernier en nous inspirant de ceux adoptés par Bal et Rath (2014), Abdelhafidh (2014), Kpemoua (2016), Oumansour et Chkiriba (2019). Cette approche méthodologique est avantageuse à plus d'un titre. Tout d'abord, la méthode ARDL permet de résoudre les problèmes liés à la présence éventuelle d'autocorrélation ou d'endogénéité entre les variables du modèle. Elle est adaptée à des échantillons de petite taille et permet de vérifier l'existence des relations de long terme et de court terme entre les variables. En outre, elle sert à tester les relations entre des variables ayant des ordres d'intégration ou de stationnarité différents. Enfin, les estimateurs obtenus par l'application de cette méthode sont plus efficients.

2.1. Nature et sources des données

La présente étude porte sur le Cameroun, un des Etats membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). Les données utilisées pour cette analyse sont en séries temporelles, annuelles et secondaires car elles sont toutes issues de la World Developement Indicators (WDI) de 2024 qui est une des bases de données de la Banque Mondiale. Ces données couvrent la période 1980-2023.

2.2. Spécification du modèle ARDL et mesure des variables

La vérification empirique du lien entre la dette publique extérieure et la croissance économique au Cameroun va s'opérer au moyen du modèle principal ARDL spécifié qui suit :

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

$$TCPIBH_t = \alpha_0 + \alpha_1 \sum_{i=1}^{\varphi 1} TCPIBH_{t-1} + \alpha_2 \sum_{i=0}^{\rho 2} DPEXT_{t-1} + \alpha_3 \sum_{i=0}^{\rho 3} SDPEXT_{t-1} + \alpha_4 \sum_{i=0}^{\rho 4} FBCF_{t-i} + \alpha_5 \sum_{i=0}^{\rho 5} TCPOP_{t-i} + \alpha_6 \sum_{i=0}^{\rho 6} DEPPUB_{t-i} + \alpha_7 \sum_{i=0}^{\rho 7} DF_{t-i} + \alpha_8 \sum_{i=0}^{\rho 8} CAPH_{t-i} + \alpha_9 \sum_{i=0}^{\rho 9} IDE_{t-i} + \alpha_{10} \sum_{i=0}^{\rho 10} VTE_{t-i} + \alpha_{11} \sum_{i=0}^{\rho 11} INF_{t-i}$$

Dans ce modèle, la variable dépendante est le taux de croissance du PIB par habitant ($TCPIBH$). $TCPIBH_{t-1}$ est le retard de la variable endogène. C'est un élément indispensable à prendre en compte dans le modèle ARDL.

S'agissant des variables explicatives, elles sont au nombre de dix (10) à savoir : la dette publique extérieure, le service de la dette publique extérieure, la formation brute du capital fixe, le taux de croissance de la population, les dépenses publiques, le développement financier, le capital humain, les investissements directs étrangers, la variation des termes de l'échange, et l'inflation.

$DPEXT$ (Dette Publique Extérieure) : Il s'agit de l'encours ou du stock de l'endettement public auquel recours des Etats pour financer leurs déficits publics. Il est constitué du principal restant à rembourser plus les commissions et intérêts non encore payés. Dans le principe, le recours des Etats aux prêts internationaux divers leurs permet d'avoir des ressources supplémentaires pour financer partiellement ou totalement de grands projets infrastructurels et d'engager d'autres dépenses liées à leurs fonctions régaliennes. Le signe attendu de cette variable est positif.

$SDPEXT$ (Service de la dette): elle est représentée par le ratio en pourcentage du PIB des engagements en termes de dette principale et d'intérêts supportés à régler par l'état emprunteur à ses créanciers internationaux au fil des ans. Elle traduit également la vulnérabilité à laquelle le pays peut être confronté si ses engagements au titre du paiement du service de la dette ne sont pas totalement assumés ou mal gérés. C'est la raison pour laquelle le signe attendu de cette variable est négatif.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

$FBCF$ (Formation Brute du Capital Fixe): la formation brute du capital fixe. Il s'agit de l'investissement productif privé et public exprimé en pourcentage du PIB. Il permet d'augmenter le capital physique et la production. Plus le niveau de ce type d'investissement augmente, plus la croissance en est positivement affectée. Le signe attendu est positif.

$TCPOP$ (Taux de Croissance de la Population) : le taux de croissance de la population. Il s'agit d'un taux annuel démographique. Tout comme pour l'accumulation du capital physique, l'on considère également qu'un accroissement du capital démographique ou humain est susceptible de favoriser l'amélioration de la croissance économique. Le signe attendu pour ce facteur est positif.

$DEPPUB$ (Dépenses Publiques) : il s'agit de l'ensemble des sommes d'argent payées par l'Etat et l'ensemble des administrations publiques pour faire fonctionner le pays. Celles-ci sont notamment réparties en dépenses de fonctionnement, de redistribution ou encore d'équipement. En principe, ces dépenses publiques puisqu'elles sont censées permettre le bon fonctionnement de l'Etat et l'efficacité dans l'offre de ses services aux usagers, doivent participer à stimuler la croissance économique. Le signe attendu donc de cette variable est positif.

VTE (Variation des Termes de l'Echange) : la variation des termes de l'échange. Il s'agit de la variable approximée dans cette étude par le taux de change effectif réel. Elle permet de saisir les fluctuations des cours internationaux qui font varier les recettes en devises. Plus les termes de l'échange se détériorent, plus les recettes en devises baissent ce qui affecte les échanges commerciaux et l'activité économique. Le signe attendu de cette variable est négatif.

DF (Développement Financier) : cette variable est saisie dans cette étude par le ratio des crédits bancaires octroyés au secteur privé en pourcentage du PIB. Le développement financier met en avant l'amélioration, l'approfondissement et la capacité du système financier d'un pays à mieux mobiliser l'épargne, financer l'investissement et l'économie réelle mais surtout à stimuler la croissance économique. Le signe attendu de cette variable est positif.

IDE (Investissements Directs Etrangers) : cette variable saisit les flux nets des investissements directs qui proviennent de l'étranger en pourcentage du PIB. Les IDE constituent un complément à l'épargne intérieure souvent peu suffisante dans les pays en développement. Ils permettent de

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

stimuler la croissance économique à travers des apports de capitaux supplémentaires, de nouvelles technologies, la création d'emplois et l'ouverture commerciale. Le signe attendu de cet indicateur est donc positif.

$CAPH$ (Capital Humain) : le capital humain. Cette variable est saisie par le taux brut de scolarisation au secondaire. Plus les travailleurs accèdent à l'éducation et sont mieux formés, plus ils sont qualifiés ce qui permet l'augmentation de leur productivité, de leur revenu et celui de toute l'économie. Par conséquent, le signe attendu de cette variable est positif.

INF (Inflation) : C'est le taux de croissance annuel des prix à la consommation. Cette variable caractérise le niveau d'instabilité macroéconomique ayant cours dans un pays. Un niveau élevé du taux d'inflation influe négativement sur la croissance économique. Le signe attendu est négatif.

Le tableau 1 ci-dessous récapitule les variables explicatives utilisées, leurs mesures ainsi que les signes attendus au regard de la littérature.

Tableau 1 : Mesure des variables et signes attendus

Variables	**Mesures**	**Signes attendus**
$TCPIBH$	Taux de croissance du PIB par habitant	
$DPEXT$	Encours ou stock de la dette publique extérieure en pourcentage du PIB	- (Pattillo et al, 2004 ; Oumansour et Chkiriba, 2019)
$SDPEXT$	Ratio en pourcentage du PIB des engagements en termes de dette principale et d'intérêts à payer	- (Krugman, 1988 ; Sachs, 1989 ; Ben Ali et Zidi, 2013)
$FBCF$	Investissement productif privé et public exprimé en pourcentage du PIB	+ (Benedict et al., 2005 ; Bal et Rath, 2014)
$TCPOP$	Taux de Croissance de la Population en pourcentage annuel	+/- (Avom et al., 2015)
$DEPPUB$	Dépenses Publiques en pourcentage du PIB	+ (Mudayen et al. 2025)

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

VTE	Variation des Termes de l'Echange approximée par le taux de change effectif réel	- (Clements et al., 2003 ; Avom et al., 2015)
DF	Ratio des crédits bancaires octroyés au secteur privé en pourcentage du PIB	+ (Edo et al., 2019)
IDE	Flux nets des investissements directs provenant de l'étranger en pourcentage du PIB	+ (Amu et al., 2025)
$CAPH$	Taux brut de scolarisation au secondaire	+ (Clements et al., 2003 ; Mudayen et al. 2025)
INF	Taux de croissance annuel des prix à la consommation	- (Avom et al., 2015)

Source : Auteurs à partir de la revue de la littérature

La première équation du modèle ARDL établie ci-dessus est celle consacrée à la détermination de la relation de court terme dont l'estimation permettra d'avoir des coefficients y relatifs. Après l'estimation de ce modèle, nous allons vérifier l'existence des relations de cointégration à long terme à travers le test de Bounds et si cela est avéré, cela nous conduira également à la détermination des coefficients de long terme. Une autre approche que nous exploitons aussi c'est le modèle à correction d'erreur (ECM) qui permet d'établir des relations dynamiques de court terme entre les variables. Ce modèle de court terme qui intègre donc le terme de correction d'erreur (ECT) retardé est spécifié de la manière suivante :

$$\Delta TCPIBH_t = \vartheta_0 + \omega_i \sum_{i=1}^{\rho} \Delta TCPIBH_{t-1} + \alpha_h \sum_{h=0}^{\rho} \Delta DPEXT_{t-1} + \beta_j \sum_{j=1}^{\rho} \Delta SDPEXT_{t-j} + \theta_k \sum_{k=1}^{\rho} \Delta FBCF_{t-k} + \gamma_l \sum_{l=0}^{\rho} \Delta TCPOP_{t-l} + \phi_o \sum_{o=0}^{\rho} \Delta DEPPUB_{t-o} + \mu_p \sum_{p=0}^{\rho} \Delta DF_{t-p} + \tau_m \sum_{m=0}^{\rho} \Delta CAPH_{t-m} + \chi_n \sum_{n=0}^{\rho} \Delta IDE_{t-n} + \varphi_q \sum_{q=0}^{\rho} \Delta VTE_{t-q} + \pi_r \sum_{r=0}^{\rho} \Delta INF_{t-r} + \delta ECT_{t-1} + \varepsilon_t$$

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Dans ce modèle, $\vartheta, \omega, \alpha, \beta, \theta, \gamma, \phi, \mu, \tau, \chi, \varphi, \pi$ sont les coefficients dynamiques de court terme et δ est le coefficient de la vitesse d'ajustement de la variable dépendante vers son niveau d'équilibre. Le signe de ce coefficient doit être négatif. ε_t représente le terme d'erreur. Les structures de retards possibles selon chaque variable sont représentées par ρ.

2.3. Processus d'estimation

Le procédé d'estimation adopté consiste tout d'abord en l'étude de la stationnarité des variables. Pour l'effectuer, nous utilisons selon la variable, le test ADF (Augmented Dickey-Fuller) ou le test de racine unitaire de Phillips-Perron. C'est cette analyse qui nous permet de déterminer l'ordre d'intégration des variables.

Ensuite, nous vérifions la présence de relations potentielles de cointégration de long terme entre les variables du modèle. A cet effet, nous utilisons la méthode de Pesaran et al. (2001) basée sur l'approche de *bounds testing*. Il s'agit de la méthode de test de cointégration la plus souvent utilisée. Pour le choix du retard et du modèle ARDL approprié, nous utilisons le critère AIC.

Après cette étape, nous estimons notre modèle à long et à court termes et interprétons les coefficients. De plus, nous réalisons les tests de diagnostic afin de nous assurer du caractère globalement satisfaisant du modèle spécifié considéré. Ainsi, pour vérifier la normalité des erreurs nous utilisons le test de Jarque et Bera. Les tests ARCH (Autoregressive Conditionnal Heteroscedasticity) et Breusch-Pagan-Godfrey nous servent à traiter du problème d'hétéroscédasticité entre les variables. Enfin, pour vérifier l'absence d'autocorrélation entre les résidus, nous faisons recours au test LM (multiplicateur de Lagrange).

3. RESULTATS ET DISCUSSION

L'analyse de la stationnarité des variables est la première étape du processus d'estimation d'un modèle ARDL. D'après les résultats que l'on peut observer dans le tableau 2 ci-dessous, il apparaît que les variables considérées pour cette étude ne sont pas intégrées au même ordre. Certaines d'entre elles sont intégrées à l'ordre 0 c'est-à-dire stationnaires en niveau (TCPIBH, FBCF, TCPOP, IDE et INF) tandis que d'autres sont intégrées à l'ordre 1 à savoir stationnaires en première

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

différence (DPEXT, SDPEXT, DEPPUB, DF, VTE, CAPH). Cette différence d'intégration des variables rend appropriée l'usage du modèle ARDL dans cette étude.

Tableau 2 : Résultats des tests de stationnarité

Variables	Stationnarité en niveau ou en différence à partir des statistiques des tests ADF ou PP	Ordre d'intégration
TCPIBH	-3,985845 (0,0034)***	I (0)
DPEXT	-6,529744 (0,0000)***	I (1)
SDPEXT	-8,704297 (0,0000)***	I (1)
FBCF	-3,358325 (0,0182)**	I (0)
TCPOP	-4,074095 (0,0027)***	I (0)
DEPPUB	-6,781495 (0,0000)***	I (1)
DF	-4,751014 (0,0004)***	I (1)
VTE	-5,750509 (0,0000)***	I (1)
IDE	-5,501766 (0,0000)***	I (0)
CAPH	-4,548186 (0,0008)***	I (1)
INF	-4,914141 (0,0002)***	I (0)
Notes : ***, ** et * représentent respectivement la significativité à 1 %, 5 % et 10%. Les valeurs entre parenthèses sont les p-values des statistiques obtenues.		

Source : Auteurs à partir des résultats issus d'Eviews 9.0.

Après s'être assuré de la stationnarité de nos variables, nous avons en second lieu estimé les modèles ARDL de base appropriés choisis à travers l'usage du critère AIC. Pour notre étude, après avoir considéré un retard d'une année pour la variable dépendante et 2 retards pour les variables explicatives, nous avons considérés la spécification dont le modèle ARDL est (1, 0, 2, 1, 1, 0, 2, 2, 2, 2, 2) (voir annexe 4). Les résultats de l'estimation de cette spécification sont contenus dans le tableau 3.

Les résultats obtenus nous révèlent que l'estimation de notre modèle est globalement satisfaisante. En effet, la significativité de la probabilité liée la statistique de Fisher au seuil de 5 % et les valeurs associées aux coefficients de détermination simple et ajusté, montrent que les variables explicatives exploitées expliquent plus de 90 % de la croissance économique du pays.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

En outre, la non significativité des p-values au seuil de 5 % associées aux tests de diagnostics indiquent que les spécifications adoptées sont globalement acceptables. Ainsi, le test de Jarque-Bera valide l'hypothèse de normalité des erreurs. Les tests ARCH et de Breusch-Pagan-Godfrey ne permettent pas de rejeter l'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs. Enfin, le test LM rejette l'idée de l'existence de corrélations sérielles entre les résidus.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation de base du modèle ARDL (1, 0, 2, 1, 1, 0, 2, 2, 2, 2, 2)

Variables dépendante : Taux de croissance du PIB par habitant (TCPIBH)			
Variables explicatives	Coefficients	Statistiques de Student	P-values
TCPIBH[-1]	-0,291	-1,551	0,1518
DPEXT	0,098***	4,117	0,0021
SDEXT	-0,914**	-2,921	0,0153
SDEXT[-1]	-0,296	-0,598	0,5631
SDEXT[-2]	-1,297**	-2,949	0,0146
FBCF	0,536	1,713	0,1175
FBCF[-1]	-1,254***	-4,275	0,0016
TCPOP	9,178***	4,062	0,0023
TCPOP[-1]	5,0005**	2,787	0,0192
DEPPUB	-1,377**	-2,389	0,0380
DF	-0,049	-0,486	0,6372
DF[-1]	0,994**	2,541	0,0293
DF[-2]	-0,597	-1,597	0,1413
IDE	-0,08	-0,301	0,7698
IDE[-1]	-0,149	-0,503	0,6256
IDE[-2]	0,787***	3,367	0,0072
CAPH	-0,168*	-1,913	0,0848
CAPH[-1]	-0,247**	-2,508	0,0310
CAPH[-2]	0,189*	1,846	0,0946
VTE	-0,052	-0,651	0,5298
VTE[-1]	-0,131	-1,248	0,2405
VTE[-2]	-0,073	-1,165	0,2712
INF	0,408*	2,0404	0,0686
INF[-1]	0,228	1,414	0,1877

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

INF[-2]	0,495***	3,501	0,0057
C	22,067**	2,742	0,0208
R^2	0,982		
R^2 ajusté	0,938		
Prob (F-Statistic)	0,000008		
Nombre d'observations	36		
Durbin-Watson stat	2,2904		
Jarque-Bera	0,448 (0,7991)		
LM-stat			
Breusch-Pagan-Godfrey	3,153 (0,0978)		
	0,959 (0,5616)		

Note : ***, ** et * représentent respectivement la significativité à 1 %, 5 % et 10 %. Les valeurs entre parenthèses sont les *p-values* des tests de diagnostics.

Source : Auteurs à partir des résultats issus d'Eviews 9.0.

Par la suite, nous avons vérifié l'existence des relations de cointégration à long terme entre les variables. L'application de la technique du bound testing nous a permis de confirmer l'existence de cette relation pour la spécification retenue. En effet, les valeurs de la statistique F obtenues du Bounds test qui s'avèrent être largement supérieures aux valeurs critiques I(1) au seuil de 5 % et de 1%, militent en faveur du rejet de l'hypothèse de l'absence de relations de long terme entre les variables (voir tableau 4).

Tableau 4 : F-Bounds test de la méthode ARDL

Variable dépendante	Stat F	Valeurs critiques de la statistique F						Cointégration
		Seuil de 1 %		Seuil de 5 %		Seuil de 10 %		
		I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	
TCPIBH	3.951	2,54	3,86	2,06	3,24	1,83	2,94	Oui

Note: F représente la statistique du bound-test et les valeurs critiques associées à ce test aux seuils 1 % et 5 % sont données à l'ordre 0 et 1.

Source : Auteurs à partir des résultats issus d'Eviews 9.0.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Une fois la validation de l'existence des relations de cointégration de long terme entre les variables du modèle établie, nous avons procédé aux estimations de long terme et de court terme. Les résultats de l'estimation à long terme sont présentés dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme

Variables dépendante : Taux de croissance du PIB par habitant (TCPIBH)			
Variables explicatives	**Coefficients**	**Statistiques de Student**	**P-values**
DPEXT	0,076***	5,272	0,0004
SDEXT	-1,941***	-5,948	0,0001
FBCF	-0.556	-1,466	0,1735
TCPOP	10,982***	6,413	0,0001
DEPPUB	-1,067**	-2,391	0,0379
DF	0,267**	2,502	0,0313
IDE	0,431	0,924	0,3771
CAPH	-0,175***	-4,846	0,0007
VTE	-0,198***	-5,158	0,0004
INF	0,876***	3,449	0,0062
C	17,0912**	2,302	0,0441
Note : ***, ** et * représentent respectivement la significativité à 1 %, 5 % et 10 %.			

Source : Auteurs à partir des résultats issus d'Eviews 9.0.

A l'observation de ces résultats sur les effets de court et de long terme, il ressort que la dette extérieure publique qui est notre principale variable explicative influence positivement et significativement la croissance économique du Cameroun aussi bien à court qu'à long terme. Ainsi, d'après cette étude, l'accroissement d'un point de la dette publique extérieure entraîne une augmentation significative au seuil de 5 % de la croissance économique à hauteur de 0,098 point à court terme et de 0,078 point à long terme. A quelques exceptions près, ce résultat corrobore ceux obtenus par Pattillo et al. (2002), Ben Ltaief (2014) ou encore Kpemoua (2016) et est contraire à celui obtenu par Oumansour et Chkiriba (2019) et Amu et al. (2025). Par ailleurs, contrairement à la conception classique basée sur la théorie du surendettement ou encore du poids de la dette

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

(Krugman, 1988; Sachs, 1989) et de l'effet néfaste qu'un endettement trop élevé peut constituer pour l'investissement et la production, ce résultat valide plutôt l'approche keynésienne mettant en exergue l'importance du recours à l'endettement chaque fois que cela est nécessaire et ce dans l'optique de faire face à l'importance du déficit budgétaire et donc des dépenses publiques. Et lorsque la dette publique est utilisée à bon escient, celle-ci peut participer à stimuler la croissance économique.

En outre, le résultat obtenu peut aussi s'expliquer par le fait qu'au Cameroun, l'essentiel de l'endettement public extérieur auquel ce pays recours est sollicité la plupart du temps dans l'optique du renforcement et du développement de grands projets infrastructurels indispensables pour la formation de capital fixe et le développement du tissu industriel et productif. Ainsi, malgré le recours toujours plus important du pays à la dette publique extérieure multiforme pour financer les déficits budgétaires ou pour faire face à des chocs conjoncturels, son poids resterait encore soutenable.

Par contre, en ce qui concerne le service de la dette extérieure, celui-ci affecte négativement et significativement la croissance du pays à court et à long terme. Ainsi, l'augmentation d'un point de cette variable conduit à une baisse significative au seuil de 5 % de la croissance économique à l'ordre de 0,914 point (à court terme) et de 1.941 point (à long terme). Ce résultat est similaire à celui obtenu par Mahmud et Shahida (2012), ou encore Amu et al. (2025).

Parmi les autres variables explicatives qui influencent positivement et significativement la croissance économique à court et long terme ainsi qu'à divers seuils et retards, on retrouve le taux de croissance de la population, le développement financier et l'inflation. Mais, à l'observation des coefficients associés à ces variables, l'on note que seul le coefficient lié au taux de croissance de la population apparaît bien plus élevé que ceux obtenus pour les autres.

Pour ce qui est des variables dépenses publiques, capital humain et variation des termes de l'échange, elles influent négativement sur la croissance économique à long terme. Mais à court terme, seuls les coefficients associés au capital humain et aux dépenses publiques s'avèrent être négatifs et significatifs.

Concernant les résultats obtenus de l'estimation du modèle à correction d'erreur, ils nous révèlent que le modèle estimé est globalement acceptable (voir tableau 6).

Tableau 6 : résultats des estimations par la représentation à correction d'erreur

Variables dépendante : Taux de croissance du PIB par habitant (TCPIBH)			
Variables explicatives	**Coefficients**	**Statistiques de Student**	**P-values**
ΔDPEXT	0,098***	4,117	0,0021
ΔSDEXT	-0,914**	-2,921	0,0153
ΔSDEXT[-1]	1,297**	2,949	0,0146
ΔFBCF	0,535	1,713	0.1175
ΔTCPOP	9,178***	4,062	0,0023
ΔDEPPUB	-1,377**	-2,389	0,0380
ΔDF	-0,049	-0,486	0,6372
ΔDF[-1]	0,597	1,597	0,1413
ΔIDE	-0,081	-0,301	0,7698
ΔIDE[-1]	-0,787***	-3,367	0,0072
ΔCAPH	-0,168*	-1,913	0,0848
ΔCAPH[-1]	-0,189*	-1,846	0,0946
ΔVTE	-0,052	-0,651	0,5298
ΔVTE [-1]	0,073	1,164	0,2712
ΔINF	0,408*	2,040	0,0686
ΔINF	-0,495***	-3,501	0,0057
ECM_t [-1]	-1,291***	-6,882	0,0000
Note : ***, ** et * représentent respectivement la significativité à 1 %, 5 % et 10 %.			

Source : Auteurs à partir des résultats issus d'Eviews 9.0.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Les résultats issus du tableau 6 nous révèlent aussi que les variables explicatives ayant des coefficients significatifs positifs ou négatifs sont similaires à ceux obtenus par l'approche ARDL à court terme et à long terme. De plus, nous notons que le terme à correction d'erreur de notre spécification est négatif et significatif à l'égard de notre variable dépendante. Ce résultat confirme l'existence de relations de long terme entre les variables exploitées. En outre, le coefficient de ce terme de représentation à correction d'erreur suggère un retour ou un ajustement vers l'équilibre de long terme à une vitesse de près de 129 % pour la spécification.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

CONCLUSION

Dans cette étude, nous nous sommes intéressés à l'influence de la dette publique extérieure sur la croissance économique au Cameroun entre 1980 et 2023. Pour évaluer cet impact, nous avons utilisé l'approche ARDL qui permet de déterminer les relations de long et de court terme entre les variables en présence. L'application de cette approche nous a permis d'aboutir à une spécification sélectionnée à partir du critère AIC. Tout d'abord, nous avons déterminé les effets de court terme et ensuite, après avoir confirmé la présence des relations de cointégration de long terme entre les variables, nous avons procédé à la détermination des coefficients de long terme entre la dette publique extérieure et la croissance économique. Enfin, nous avons aussi eu recours au modèle à correction d'erreur dans l'optique de confirmer les résultats obtenus des premières estimations.

Il ressort de nos principaux résultats que l'endettement public extérieur exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique au Cameroun aussi bien à court terme qu'à long terme. Ainsi, loin d'être insoutenable c'est-à-dire trop lourde, la dette publique extérieure apparaît être aujourd'hui un pilier dans le financement des déficits budgétaires, l'implémentation des politiques de développement et surtout la réalisation des grands projets infrastructurels publics que l'Etat mène avec l'ambition ultime de promouvoir l'essor du secteur productif et l'émergence économique. Au-delà de cette variable principale, nous avons également noté que le service de la dette affecte négativement et significativement la croissance du pays à court et à long termes.

Concernant le taux de croissance de la population, le développement financier et l'inflation, nous avons trouvé que ces variables impactent positivement et significativement à des seuils et retards distincts la croissance économique à court et long termes. A l'inverse, les variables dépenses publiques, capital humain et variation des termes de l'échange influencent négativement la croissance économique à court terme et à long terme.

Au regard de ces observations empiriques, nous préconisons à l'Etat du Cameroun dans le cadre de sa politique d'endettement de faire recours davantage à des emprunts destinés en priorité aux investissements productifs qu'il s'agisse des infrastructures publiques ou d'autres projets porteurs capables d'impulser le développement du secteur productif et d'améliorer l'efficacité des services publics. Aussi, il devrait s'évertuer à contracter des emprunts extérieurs à des taux non prohibitifs

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

afin d'être capable d'assurer au mieux le remboursement du service de la dette. Pour le reste, il doit continuer à tirer le meilleur de sa population constituée aujourd'hui en majorité de jeunes, favoriser le développement du secteur financier et notamment du financement bancaire ainsi que maîtriser l'inflation. D'autre part, il doit aussi s'atteler à maîtriser ses dépenses publiques en diminuant son train de vie et en instaurant une rigueur dans la gestion budgétaire, à accroître ses dépenses dans l'éducation efficace de sa population. Enfin, l'Etat doit aussi penser à diversifier son économie et ses sources de recettes propres, ce qui lui permettra de résister au mieux aux divers défis et chocs internes ou exogènes auxquels il sera confronté à l'avenir.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abdelhafidh S. (2014). Dette extérieure et croissance économique en Tunisie. *PANOECONOMICUS*, 6, 669-689.

Amu, U. C., Kanu I. S., Akuwudike C. H., & Okere I. K. (2025). Exploring the intricate relationship between public debts and economic development in Nigeria. *Future Business Journal*, 11. https://doi.org/10.1186/s43093-025-00435-8

Arai R., Naito K. & Ono T. (2018). Intergenerational policies, public debt, and economic growth: A politico-economic analysis. *Journal of Public Economics*, 166, 39-52. https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.08.006

Avom D., Ndeffo Nembot L. & Kengdo Njamen A. A. (2015). La dette extérieure sujette pour la croissance économique et l'investissement ?, *LAREQ Working Paper Series*, II-004, Décembre, pp. 1-24.

Avramovic D. (1964). *Economic growth and external debt*. Baltimore, The John Hopking Press.

Azghour, Z., & Oumansour N. (2023). Effets du seuil de l'endettement public sur la croissance économique : estimation sur données de panel. *Revue Économie, Gestion et Société*, 1(37), 1-25.

Bal D. P. & Rath B. N. (2014). Public debt and economic growth in India: A reassessment. *Economic Analysis and Policy*, 44(3), 292-300.

Barro R. (1974). Are government bonds net wealth?. *Journal of Political Economy*, 82(3), 1095-1118.

Barro R. (1989). The Ricardian approach to budget deficits. *The Journal of Economic Perspectives*, 3(2), 37-54.

Ben Ali T. & Zidi A. (2013). Rôle de l'endettement extérieur dans le financement du développement économique : cas des pays de la région MENA. *International Journal of Management & Information Technology*, 7(3), 1198-1213.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Ben Ltaief L. (2014). Dette publique et croissance économique : investigation empirique pour la zone euro, l'Union européenne et les pays avancés. *Actualité Economique*, 90(2), 79-103.

Benedict C., Bhattachaeya R. & Nguyen Q. T. (2005). L'allégement de la dette peut-il doper la croissance des pays pauvres ?. *Dossier économique du FMI*, 34, 5-9.

Carton B. (2013). Dette et croissance, in *L'économie mondiale 2014*, Ed. La Découverte, Collection Repères, Paris, 23-39.

Clemens B., Bhattacharya R. & Nguyen T. Q. (2003). External Debt, Public Investment and Growth in Low-incomes countries. *IMF Working Paper*, 5(13), 32-49.

Doğan I. & Bilgili F. (2014). The non-linear impact of high and growing government external debt on economic growth: A Markov Regime-switching approach. *Economic Modelling*, 39, 213-220.

Edo S., Osadolor N. E. & Dading I. F. (2019). Growing external debt and declining export: the concurrent impediments in economic growth of Sub-Saharan African countries. *International Economics*, https://doi.org/10.1016/j.inteco.2019.11.013

Elkhalfi, O., Chaabita, R., Benboubker, M., Ghoujdam, M., Zahraoui, K., El Alaoui, H., Laalam S., Belhaj, I., & Hammouch, H. (2024). The impact of external debt on economic growth: The case of emerging countries. *Research in Globalization*, 9, 100248. https://doi.org/10.1016/j.resglo.2024.100248

Fonds monétaire international (FMI) (2020). Communiqué de presse n° 20/205, Mai.

Karadam Y. D. (2018). An investigation of nonlinear effects of debt on growth. *The Journal of Economic Asymmetries*, 18, https://doi.org/10.1016/j.jeca.2018.e00097

Kpemoua P. (2016). La dette extérieure handicape t'elle la croissance économique du Togo ?. *MPRA Paper*, 77420, 1-23.

Krugman T., (1988). Financing vs forgiving a debt overhang: some analytical notes. *Journal of Development Economics*, 29(15), 253-268.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Le Cacheux J. & Vasseur C. (1985). Endettement extérieur et politique économique. *Observations et Diagnostics Economiques*, 13, 149-184.

Loupias C., Crettez B. & Job I. (1997). Dette publique et croissance endogène. *Revue économique*, 48(6), 1439-1455.

Mahmud H. S. & Shahida P. (2012). External public debt and economic growth: empirical evidence from Bangladesh, 1974 to 2010. *Academic Research International*, 3(2), 508-515.

Mudayen, Y. M. V., Arsyad, L., Pradiptyo, R., & Setiastuti, S. U. (2025). Does Public Debt Encourage Economic Growth? An Application of Quantile Regressions to Panel Data for Developing Countries. *Economies*, 13(4), 113. https://doi.org/10.3390/economies13040113

Ngcobo, S. T., Zungu T. L. &Nkomo Y. L. (2023). The dynamic effect of public debt on economic growth in the era of Macroprudential policy regime: a Bayesian approach. *International Journal of Development Issues*, 24(1), 16-37.

Ntita Kazadi F., Ntita Ntanga Jean de Dieu & Ntita Ntita J. (2019). Dette publique extérieure et croissance économique en République Démocratique Du Congo (RDC). *MPRA Paper*, 92903, 1-16.

Oks D. & Van Wijnbergen S. (1995). Mexico after the debt crisis: Is growth sustainable?. *Journal of Development Economics*, 47, 155-178.

Ono T. & Uchida Y. (2018). Human Capital, Public Debt, and Economic Growth: A Political Economy Analysis. *Journal of Macroeconomics*, doi:10.1016/j.jmacro.2018.03.003

Otieno, B. A., & Dániel K. (2025). Foreign public debt and regional economic growth: A systematic literature review and research Agenda. *Research in Globalization*, 11, 100304, 1-17. https://doi.org/10.1016/j.resglo.2025.100304

Ouguehi, K. P., & Yanoe, G. B. (2024). Effet de la dette publique extérieure sur la croissance économique dans les pays à revenu faible : Cas de la Centrafrique avec une Analyse empirique à

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

travers le modèle économétrique ECM de 1970 à 2021. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique*, 2(2), 7718-737.

Oumansour N.-E. & Chkiriba D. (2019), External public debt and economic growth in morocco: assessment and impacts, *International Journal of Economic Sciences*, Vol. VIII, n° 2, pp. 80-95., DOI: 10.20472/ES.2019.8.2.006

Pattillo, C., Poirson H. & Ricci L. (2002). External Debt and Growth. *IMF Working Paper IMF/WP/02/69*, 1-47.

Pattillo, C., Poirson, H. & Ricci, L. (2004). What Are the Channels Through Which External Debt Affects Growth?. *IMF Working Paper WP/04/15*, 1-33.

Pesaran, M.H., Shin, Y. & Smith, R. (2001). Bounds Testing Approaches to the Analysis of Level Relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16, 289-326.

Qureshi I. & Laqiat Z. (2019). The long-term consequences of external debt: Revisiting the evidence and inspecting the mechanism using panel VARs. *Journal of Macroeconomics*, 1-39. https://doi.org/10.1016/j.jmacro.2019.103184

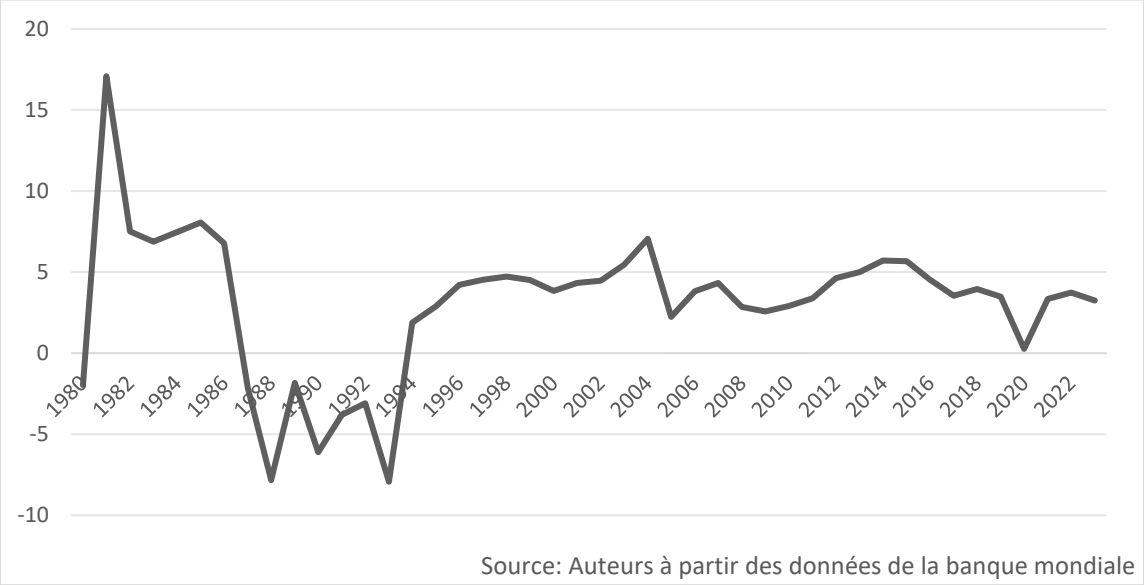
Sachs J. D. (1989). The debt overhang of developing countries. In Debt, Stabilization and development: essays in memory of Carlos Diaz-Alejandro, Ed. Calvo, Oxford: Basill Blackwell, 80-102.

Whajah J., Bokpin G. A. & Kuttu S. (2019). Government size, public debt and inclusive growth in Africa. *Research in International Business and Finance*, 49, 225-240. https://doi.org/10.1016/j.ribaf.2019.03.008

Zouirchi, H., El Bettioui, R., & Ouia, A. (2023). La relation entre la dette extérieure et la croissance économique au Maroc : investigation empirique. *Revista multidisciplinar*, 5(3), 197-223.

ANNEXES

Annexe 1 : Taux de croissance du PIB sur la période 1980-2023 au Cameroun (en %)



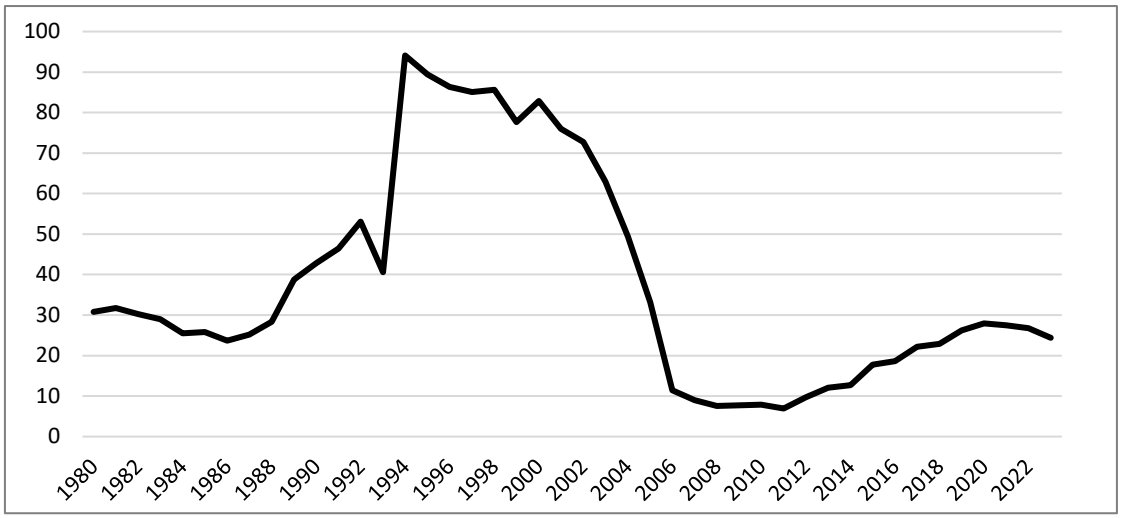
Annexe 2 : Taux de croissance et indicateurs de la dette au Cameroun (exprimés en %)

Période	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Stock de la dette extérieure (en milliards $)	11.005	12.929	14.723	15.377	15.110	15.299
Stock de la dette publique extérieure (en milliards $)	9.155	10.388	11.391	12.379	11.853	12.025
Service de la dette extérieure (en milliards $)	1.056	1.134	1.311	1.939	1.806	1.734
Service de la dette publique extérieure (en milliards $)	0.604	0.663	0.953	0.799	1.641	1.415

Source : Auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Annexe 3 : taux d'endettement rapporté au PIB au Cameroun sur la période 1980-2023 (en %)



Source : Auteurs à partir des données de la banque mondiale

Annexe 4 : spécification adoptée à partir du critère AIC : modèle ARDL (1, 0, 2, 1, 1, 0, 2, 2, 2, 2, 2, 1)

